



Certifié conforme à l'acte transmis au contrôle de légalité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

du Conseil Métropolitain de Dijon Métropole

Séance du vendredi 30 mars 2018

Président : M. REBSAMEN

Secrétaire de séance : Mme CHARRET-GODARD

Convocation envoyée le 23 mars 2018

Publié le 4 avril 2018

Nombre de membres du Conseil métropolitain : 79

Nombre de présents : 55

Nombre de membres en exercice : 79

Nombre de procurations : 18

Membres présents :

M. François REBSAMEN	Mme Christine MARTIN	M. Louis LEGRAND
M. Pierre PRIBETICH	M. Denis HAMEAU	M. Patrick ORSOLA
Mme Nathalie KOENDERS	Mme Stéphanie MODDE	M. François NOWOTNY
M. Rémi DETANG	M. Nicolas BOURNY	Mme Florence LUCISANO
Mme Catherine HERVIEU	M. Didier MARTIN	M. Jean DUBUET
M. José ALMEIDA	Mme Lê Chinh AVENA	Mme Anne PERRIN-LOUVRIER
M. Jean-François DODET	Mme Hélène ROY	M. Gaston FOUCHERES
M. François DESEILLE	Mme Chantal TROUWBORST	Mme Céline TONOT
Mme Colette POPARD	M. Joël MEKHANTAR	M. Jean-Philippe MOREL
Mme Danielle JUBAN	Mme Nuray AKPINAR-ISTIQUAM	M. Jean-Michel VERPILLOT
M. Frédéric FAVERJON	M. Jean-Claude DECOMBARD	Mme Corinne PIOMBINO
M. Dominique GRIMPRET	M. Laurent BOURGUIGNAT	M. Jean-Louis DUMONT
M. Patrick MOREAU	Mme Catherine VANDRIESSE	M. Dominique SARTOR
M. Jean-Claude GIRARD	Mme Chantal OUTHIER	Mme Michèle LIEVREMONT
Mme Anne DILLENSEGER	M. Emmanuel BICHOT	Mme Noëlle CABBILLARD
Mme Badiaâ MASLOUHI	M. Jean ESMONIN	M. Adrien GUENE
M. Jean-Patrick MASSON	Mme Sandrine RICHARD	M. Cyril GAUCHER.
M. Jean-Yves PIAN	Mme Claudine DAL MOLIN	
Mme Océane CHARRET-GODARD	M. Guillaume RUET	

Membres absents :

M. Édouard CAVIN	M. Thierry FALCONNET pouvoir à M. François REBSAMEN
Mme Frédérique DESAUBLIAUX	M. Patrick CHAPUIS pouvoir à Mme Anne PERRIN-LOUVRIER
M. Yves-Marie BRUGNOT	Mme Sladana ZIVKOVIC pouvoir à M. José ALMEIDA
M. Jacques CARRELET DE LOISY	M. Benoît BORDAT pouvoir à M. Pierre PRIBETICH
M. Damien THIEULEUX	M. Charles ROZOY pouvoir à M. Didier MARTIN
M. Philippe BELLEVILLE	Mme Françoise TENENBAUM pouvoir à Mme Nathalie KOENDERS
	M. Georges MAGLICA pouvoir à Mme Christine MARTIN
	M. Christophe BERTHIER pouvoir à M. Joël MEKHANTAR
	M. Mohamed BEKHTAOUI pouvoir à Mme Badiaâ MASLOUHI
	M. Alain HOUPERT pouvoir à M. François NOWOTNY
	M. François HELIE pouvoir à Mme Catherine VANDRIESSE
	Mme Virginie VOISIN-VAIRELLES pouvoir à M. Laurent BOURGUIGNAT
	M. Hervé BRUYERE pouvoir à M. Patrick MOREAU
	Mme Louise MARIN pouvoir à M. Guillaume RUET
	Mme Dominique BEGIN-CLAUDET pouvoir à M. Jean-Michel VERPILLOT
	M. Patrick BAUDEMONT pouvoir à M. Jean-Louis DUMONT
	Mme Lydie CHAMPION pouvoir à M. Rémi DETANG
	M. Gilbert MENUT pouvoir à Mme Noëlle CABBILLARD.

OBJET : HABITAT, POLITIQUE DE LA VILLE ET URBANISME**Plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et plan de déplacements urbains de Dijon Métropole - Débat portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables**

Le 17 décembre 2015, la Communauté urbaine du Grand Dijon, devenue Métropole par décret du 25 avril 2017, a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et plan de déplacements urbains (PLUi-HD) sur l'ensemble de son territoire et a arrêté les modalités de concertation. Lors de cette même séance du Conseil de communauté, le Grand Dijon a délibéré sur les modalités de collaboration avec les Communes.

Puis, par délibération du 24 mars 2016, le Grand Dijon a décidé d'intégrer dans le cadre de cette procédure, le contenu modernisé du code de l'urbanisme relatif aux PLU intervenu par décret du 28 décembre 2015.

Le projet d'aménagement et de développement durables

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) traduit une vision partagée et stratégique du développement de la Métropole en définissant les grandes orientations des politiques publiques pour les années à venir. Il s'inscrit dans la continuité des grandes actions menées jusqu'alors en matière de déplacements, d'habitat, d'environnement et d'innovation urbaine, tout en proposant de nouveaux objectifs à atteindre à l'horizon 2030, mais également au-delà. Le projet établit en effet les bases d'une transformation sur le long terme permettant de répondre aux défis du XXI^e siècle auxquels sont confrontés les villes et les territoires.

Le PADD sera ensuite décliné dans les pièces programmatiques et réglementaires : les programmes d'orientation et d'action (POA), les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ainsi que dans le règlement.

Ainsi, selon l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme, il incombe au PADD de définir :

- les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Par ailleurs, le PADD doit également fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

En outre, lorsque le PLUi tient lieu de programme local de l'habitat, le PADD doit, sur le fondement des articles R. 151-54 du code de l'urbanisme et R. 302-1-2 du code de la construction et de l'habitation, déterminer :

- les principes retenus pour permettre, dans le respect des objectifs de mixité sociale dans l'habitat, une offre suffisante, diversifiée et équilibrée des différents types de logements sur le territoire couvert par le programme local de l'habitat ;
- les principes retenus pour répondre aux besoins et, notamment, à ceux des personnes mal logées, défavorisées ou présentant des difficultés particulières ;
- les axes principaux susceptibles de guider les politiques d'attribution des logements locatifs sociaux ;
- les principaux axes d'une politique d'adaptation de l'habitat en faveur des personnes âgées et handicapées.

Le débat sur les orientations générales du PADD

Comme le prévoit l'article L. 153-12 du code de l'urbanisme, un débat portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables doit se tenir à la fois au sein de chacun des Conseils municipaux des 24 Communes membres et au sein du Conseil métropolitain.

Le débat sur les orientations générales du PADD constitue le deuxième temps fort de la procédure d'élaboration du PLUi-HD après la prescription et avant l'arrêt de projet de celui-ci.

Le projet de PADD a été transmis aux 24 Communes de Dijon Métropole par courrier daté du 18 décembre 2017 afin que leur Conseil municipal puisse débattre sur les orientations générales dans le courant du 1^{er} trimestre 2018.

Le projet de PADD a été débattu par les Conseillers municipaux de Perrigny-lès-Dijon le 8 janvier, de Quetigny le 23 janvier, de Sennecey-lès-Dijon le 26 janvier, de Marsannay-la-Côte et de Neuilly-lès-Dijon le 29 janvier, de Plombières-lès-Dijon le 30 janvier, de Magny-sur-Tille le 31 janvier, de Chenôve et de Saint-Apollinaire le 5 février, de Fontaine-lès-Dijon le 6 février, d'Ouges le 7 février, de Bretenière le 8 février, de Daix le 13 février, de Bressey-sur-Tille le 16 février, d'Ahuy, de Crimolois et de Féney, de Hauteville-lès-Dijon et de Longvic le 26 février, de Chevigny-Saint-Sauveur et de Corcelles-les-Monts le 27 février, de Talant le 3 mars, de Flavignerot le 12 mars et de Dijon le 26 mars.

Il appartient désormais au Conseil métropolitain de se prononcer sur ces orientations.

Les orientations générales proposées

Le projet de PADD s'inscrit dans le prolongement logique des enjeux issus du diagnostic territorial et environnemental du PLUi-HD pour lesquels il apporte des réponses. Le document de travail faisant l'objet du présent débat s'est nourri des nombreux échanges qui ont eu lieu avec les 24 Communes. Ceux-ci ont notamment pris la forme de 3 sessions d'ateliers territorialisés sur 3 secteurs en février-mars, juin et septembre 2017, ainsi que de 2 comités de pilotage organisés en octobre-novembre 2017, réunissant les 24 maires ou leur représentant ainsi que les 3 vice-Présidents en charge de la procédure. Par ailleurs, dans le respect des modalités de collaboration avec les Communes, la conférence intercommunale des maires s'est réunie le 7 décembre 2017, sous la présidence du Président de Dijon Métropole, afin d'acter les orientations générales soumises au présent débat.

Le projet de PADD s'articule autour de trois fils conducteurs interdépendants, constituant un socle et déclinés dans l'ensemble des orientations générales :

Fil conducteur n°1 - Imaginer la ville de demain à partir des atouts existants

Innover, en ancrant le projet dans l'histoire du territoire et son économie du présent, tout en accompagnant les révolutions technologiques et les évolutions de la société vers de nouveaux modes de consommer, de travailler, de se déplacer ou d'habiter.

Fil conducteur n°2 - Etablir un nouvel équilibre entre l'homme, la nature et la ville

Inscrire le développement du territoire dans une démarche environnementale ambitieuse, soucieuse de la gestion des ressources naturelles, de la qualité du cadre de vie et de la santé de ses habitants.

Fil conducteur n°3 - Construire la métropole des proximités et des solidarités

Conforter la ville des courtes distances et des circuits courts pour répondre aux défis environnementaux, mais aussi pour mieux organiser le vivre ensemble à l'échelle de la Métropole, de ses communes et de ses quartiers, dans un souci d'équité et de bien-être de la population au quotidien.

L'armature urbaine proposée dans le présent projet de PADD, qui a fait l'objet d'une présentation spécifique lors du comité de pilotage du 17 novembre 2017, vise à structurer le territoire de la Métropole dans une logique de complémentarité et à irriguer au mieux les différentes parties de son territoire par une offre de services au plus proche des lieux de vie des habitants.

Cette armature définit ainsi un cœur métropolitain (centre-ville élargi de Dijon), des pôles métropolitains (Gare de Dijon-Ville/Cité Internationale de la Gastronomie et du Vin, Clemenceau/Porte Neuve, Université/Longènes, Entrée Nord/Valmy), des pôles urbains (Chenôve, Chevigny-Saint-Sauveur, Fontaine-lès-Dijon, Longvic, Quetigny, Saint-Apollinaire et Talant), les Communes de 1ère couronne (pôles urbains + Marsannay-la-Côte et Plombières-lès-Dijon) ainsi que des centralités de proximité (bourgs et centralités de quartiers).

Elle se traduira dans la déclinaison réglementaire du PLUi-HD (POA, OAP, règlement) par des objectifs adaptés au rang des communes et des quartiers dans cette nouvelle hiérarchie urbaine, notamment en matière d'optimisation de l'espace, de programmation de logements et de mobilité.

L'objectif démographique forme la pierre angulaire de tout projet d'aménagement et de développement durables de PLU. L'objectif retenu, d'une croissance annuelle de la population de 0,5 % par an, soit plus de 270 000 habitants (population municipale) à l'horizon 2030, est ambitieux mais néanmoins réaliste au regard d'une part, de la croissance enregistrée dans la période précédente (+ 0,3 % entre 2009 et 2014 et + 0,5 % entre 2010 et 2015) et d'autre part, des perspectives nouvelles offertes par le nouveau contexte institutionnel (passage en Métropole, capitale de la grande Région). Cet objectif démographique se traduit par la nécessité de construire plus de 15 000 logements sur la période 2020-2030 dont plus de 14 000 en production neuve et autour de 1 000 en mobilisation de l'existant.

Par ailleurs, la préservation des espaces agricoles et naturels constitue également un axe stratégique du présent projet de PADD. Ainsi, pour la période 2020-2030, il est proposé de réduire d'environ 30 % la consommation de l'espace par rapport à la décennie précédente, c'est à dire de diminuer de 100 ha l'artificialisation des sols.

Une enveloppe de l'ordre de 20 ha sera accordée à la production de logements, en complément du potentiel conséquent identifié au sein du tissu urbain dans le cadre des fiches de potentiel de densification, travail collaboratif ayant suscité de nombreux échanges entre les Communes et la Métropole.

Les extensions urbaines restantes seront consacrées au développement économique afin de finaliser les opérations en cours (170 ha pour le reste d'Ecoparc Dijon-Bourgogne et Beauregard) et de renforcer des zones d'activités existantes. Cette nouvelle offre foncière et immobilière vise à conforter le rayonnement et l'attractivité de Dijon Métropole, en s'appuyant notamment sur ses filières d'excellence mais aussi en répondant aux demandes qui ne sont pas satisfaites sur le territoire à l'heure actuelle.

Les 9 orientations générales du projet de PADD synthétisées ci-dessous sont regroupées en 3 axes thématiques :

AXE 1 / MÉTROPOLE ATTRACTIVE

Orientation n°1 relative au développement économique et au rayonnement métropolitain

- A. Activer les supports du rayonnement métropolitain : accessibilité, grands équipements, valorisation du territoire
- B. Conforter les locomotives économiques et les filières d'excellence
- C. Renforcer l'offre tertiaire et de service au sein des espaces urbains
- D. Optimiser les zones d'activités
- E. Satisfaire aux besoins fonciers des activités artisanales
- F. Faire évoluer l'urbanisme commercial
- G. Améliorer les conditions d'accueil des entreprises, la fonctionnalité et la qualité des zones d'activités

Orientation n°2 relative à la démographie, l'attractivité résidentielle et l'habitat

- A. Produire et mobiliser plus de 15.000 logements sur la période 2020-2030
- B. Mettre en cohérence la production de logements avec l'armature urbaine
- C. Renforcer la mixité de l'habitat
- D. Diversifier la production de logements
- E. Accompagner la qualité résidentielle et l'innovation

Orientation n°3 relative à la consommation d'espace

- A. Limiter les extensions urbaines aux besoins identifiés et à la finalisation des opérations en cours
- B. Assurer la cohérence des extensions urbaines au regard des enjeux environnementaux, agricoles, paysagers et urbains

AXE 2 / TRANSITIONS URBAINES

Orientation n°4 relative à l'armature urbaine et aux projets urbains :

- A. Favoriser l'intensification urbaine autour des transports en commun et des axes urbains
- B. Renforcer les centralités au travers d'un urbanisme adapté à leurs caractéristiques
- C. Amorcer une recomposition urbaine sur le long terme autour des portes urbaines et des axes stratégiques (Entrée Sud, bords de l'Ouche et du canal de Bourgogne, faisceau Sud-Est, faisceau ferré Porte Neuve, ceinture des boulevards)
- D. Adapter l'existant / s'adapter à l'existant pour concilier densité, qualité urbaine et environnementale

Orientation n°5 relative aux déplacements

- A. Maintenir des réseaux de transports collectifs attractifs et accompagner les transformations urbaines sur le long terme
- B. Renforcer les mobilités actives et inciter à l'essor des mobilités partagées
- C. Structurer le réseau routier en faveur de déplacements plus durables
- D. Coordonner la politique de stationnement pour accompagner un usage raisonné de la voiture individuelle

Orientation n°6 relative à la ville résiliente et post-carbone :

- A. Accentuer la transition énergétique
- B. Articuler les choix d'urbanisation et la lutte contre les nuisances et les pollutions
- C. Poursuivre la politique de vigilance face aux risques
- D. Ménager la ressource en eau et lutter contre l'imperméabilisation des sols
- E. Développer une stratégie adaptée vis-à-vis de l'approvisionnement du territoire et de ses rejets

AXE 3 / PAYSAGES ACTIFS

Orientation n°7 relative à la mise en valeur des paysages et des patrimoines

- A. Poursuivre, compléter et adapter les démarches en cours de protection du paysage et des patrimoines
- B. Considérer les patrimoines dans leur diversité
- C. Conforter les éléments remarquables de la géographie du territoire
- D. Mettre en valeur les lisières urbaines
- E. Requalifier les entrées de ville et assurer la qualité des transitions au sein des espaces urbains :

Orientation n°8 relative à l'agriculture

- A. Poursuivre la valorisation des cultures contribuant à l'identité du territoire
- B. Assurer la pérennité des espaces, veiller à la fonctionnalité des activités agricoles
- C. Développer l'agriculture nourricière dans le cadre d'une stratégie d'autosuffisance alimentaire et de développement des circuits courts
- D. Concilier activités agricoles, préservation des ressources et biodiversité

Orientation n°9 relative à la trame verte et bleue

- A. Préserver les réservoirs et les corridors écologiques
- B. Assurer les fonctionnalités écologiques et hydrologiques des cours d'eau et milieux humides
- C. Reconstituer une trame verte et bleue dans la plaine agricole
- D. Développer la nature en ville et l'accès aux espaces naturels

Vu- le code général des collectivités territoriales ;

- la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;
- la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat ;
- la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, et notamment son article 171 ;
- l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I^{er} du code de l'urbanisme ;
- le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;
- l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2014 portant transformation de la Communauté d'agglomération dijonnaise en Communauté urbaine ;
- le décret n° 2017-635 du 25 avril 2017 portant création de la métropole dénommée « Dijon Métropole »
- la délibération du Conseil de communauté du 17 décembre 2015 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et plan des déplacements urbains ;
- la délibération du Conseil de communauté du 17 décembre 2015 arrêtant les modalités de la collaboration avec les communes ;
- la délibération du Conseil de communauté du 24 mars 2016 adoptant le contenu modernisé du code de l'urbanisme relatif au PLU ;
- le procès-verbal de la conférence intercommunale des maires portant sur le projet de PADD qui s'est tenue le 7 décembre 2017.

LE CONSEIL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
DÉCIDE :

- **de prendre acte** de la présentation des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLUi-HD annexé à la présente délibération et du débat organisé conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme ;
- **d'autoriser** le Président à accomplir et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera transmise pour information aux personnes publiques associées à la procédure d'élaboration du PLUi-HD au sens des articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme :

- Madame la Préfète du Département de Côte-d'Or ;
- Madame la Présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté ;
- Monsieur le Président du Conseil départemental de Côte-d'Or ;
- Monsieur le Président du Syndicat mixte du SCoT du Dijonnais ;
- Messieurs les Présidents de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'agriculture de Côte-d'Or ;
- Mesdames et Messieurs les Maires de chacune des Communes membres de Dijon Métropole.

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

- un affichage pendant un mois au siège de Dijon Métropole et dans les mairies des communes membres ;
- une publication au recueil des actes administratifs de Dijon Métropole ;
- une diffusion sur le site consacré au PLUi-HD (<http://www.plui.grand-dijon.fr/>).